

Economie : Point de salut en dehors des partenaires traditionnels

Le blog de Sammy Rasolo du 06/09/09

<http://rasl.trib.mid.over-blog.com/article-35537068.html>

Qu'est-ce qu'ils n'inventeraient pas pour protéger leurs sièges ?

Après la théorie de la "*démocratie directe*", complètement farfelue, qui aurait renversé Marc Ravalomanana, ils tentent maintenant de faire admettre que le pays peut s'en sortir même sans ses partenaires financiers traditionnels. Et ils s'appuieraient sur une étude réalisée par un groupe d'économistes pour soutenir cette thèse. Andry Rajoelina et ses complices ne veulent rien concéder sur leurs appétits politiques illégitimes, à savoir l'attribution de la présidence de la Transition, de la primature et de la majorité au Gouvernement. Illégitimes puisque rien ne prouve qu'ils ont le soutien de la majorité de la population. S'ils ont le pouvoir, c'est grâce aux armes des mutins de l'Armée. Nous n'arrêterons pas de le répéter tant qu'ils se permettent de parler au nom du peuple sans avoir reçu aucun mandat. Nous prenons l'engagement de ne plus le faire et de ne plus les "*qualifier*" de putschistes quand ils auront prouvé par une victoire électorale qu'ils sont effectivement majoritaires dans le pays. Ou même bien avant, le jour où ils accepteront de jouer le jeu du consensualisme. Mais pour l'heure, ils sont des putschistes illégaux qui gouvernent par intimidations, répressions, mauvaise foi et manipulations. Comme ils savent que les sanctions vont s'amplifier au cas où ils persistent dans leur entêtement, ils préparent l'opinion à en subir les conséquences: ruines économiques et sociales. Ce que le pays vit actuellement n'est rien par rapport à un futur sans concours des partenaires économiques. Le Zimbabwe en est l'illustration: un billet de cent millions de milliards de dollars qui ne valait que trois Euros et finalement abandon de la monnaie locale pour l'utilisation d'une monnaie étrangère, le dollar américain. C'est la conséquence monétaire. Mais sur le plan économique, c'est vraiment le désert à un point tel que l'on compte trois à quatre millions de Zimbabwéens, sur une population de douze millions, dans les pays voisins dont notamment l'Afrique du Sud. Un exode que l'on ne retrouve nulle part ailleurs dans l'histoire contemporaine.

Déjà, il y a quelques mois, ils ont eu le culot d'affirmer que l'Union Européenne n'est pas un passage obligé. En prévision d'un échec annoncé dans la présentation de leur feuille de route à Bruxelles. Quel pays du Tiers monde peut prétendre se passer de l'Union Européenne à l'heure actuelle. Un tel discours était possible du temps où le monde était divisé en deux blocs mais plus maintenant. L'Union Européenne, les Etats Unis, le FMI, la Banque mondiale sont tout simplement incontournables pour les nations qui désirent sérieusement se développer. D'abord parce que ce sont les seuls qui peuvent réellement financer les programmes de développement et ensuite, parce qu'ils constituent une garantie pour les investisseurs. De bonnes relations avec ces quatre organisations signifient bonne gouvernance, ou tout au moins effort de bonne gouvernance, et rassurent les investisseurs que leurs capitaux sont à l'abri d'une spoliation arbitraire et qu'ils bénéficieront des retours normaux sur leurs investissements. Le fait que les accords conclus par Madagascar avec ces quatre entités aient été suspendus de manière presque simultanée est significatif. D'ailleurs, il n'est pas possible d'avoir de bonnes relations avec seulement le FMI ou la Banque mondiale sans avoir de bonnes relations avec l'Union Européenne et les Etats unis. Ceci parce que les pays de l'Union Européenne et les Etats Unis sont les principaux contributeurs des institutions de Bretton Wood. Affirmer que l'Union Européenne n'est pas un passage obligé, relève d'une inconscience ou d'une méconnaissance du fonctionnement de l'économie mondiale. Et de la part de gens qui prétendent gouverner Madagascar, c'est sidérant.

Un groupe d'économistes qui soutient qu'il est possible, pour Madagascar, de se développer sans les bailleurs de fonds et partenaires traditionnels est juste un groupe de rigolos. Qu'ils apportent un contre-exemple s'ils en ont. Mais surtout qu'ils se fassent connaître pour assumer leur responsabilité. Qui va financer les programmes de développement ? Un autofinancement n'est pas envisageable en raison de la faiblesse de l'épargne locale. Des crédits ordinaires endetteront fortement le pays au-delà du supportable puisque les taux d'intérêts sont très élevés (autour de 20%) sur le marché financier international. Sans compter que le pays risque d'accueillir de l'"argent sale" et figurer dans la liste rouge des pays à pratiques bancaires douteuses. Les crédits de la Banque mondiale, eux, sont accordés à titre concessionnel. Faut-il le rappeler ? Les réserves en devises, telle que l'économie fonctionne actuellement (forte chute des exportations), ne dureront pas. Ce "matelas", il faut le préciser, a été l'oeuvre du régime Marc Ravalomanana (il faut le rappeler aussi). Il permet de maintenir l'Ariary à un niveau stable. Mais jusqu'à quand cela va durer ? On ne sait pas mais une chose est sûre: cette ressource n'est pas inépuisable. Alors ne prenons pas les Malgaches pour des ignares. Cessons de raconter n'importe quoi.